

12 mars 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique du gouvernement en faveur des entreprises, à Saint-Jean-de-Soudain le 12 mars 2015.

M. FERRARI : Monsieur le Président de la République, un immense merci pour votre visite. Nous sommes très heureux de vous avoir fait visiter notre site industriel, de vous avoir parlé de nos projets. C'est l'occasion pour nous aussi de rencontrer le patron du CEA à qui je passe la parole.

Jean THERME : Merci beaucoup monsieur FERRARI. Monsieur le Président de la République, on a prévu un échange avec les différents créateurs d'entreprises que vous venez de rencontrer, sur deux ou trois sujets d'intérêt dans leurs relations avec notre pays.

Le premier concerne le financement de l'innovation. Philippe GILET de la société ALEDIA, vous avez pu résister aux sirènes des investisseurs américains, quand ils sont venus vous voir pour faire implanter ALEDIA aux Etats-Unis. Est-ce que vous pouvez nous expliquer cela ? Et quels ont été les atouts de la France qui ont fait que vous êtes resté en France ?

Philippe GILET : Oui, c'était en 2012, on a cherché à lever des fonds, une levée de fonds importante parce que notre technologie est gourmande en cash, c'est une technologie microélectronique. Donc une fois que ça marche, on peut en produire en volume mais il faut la développer. Quand on a cherché les fonds, on est allé outre-Atlantique et les gens voulaient nous attirer sur place avec ce potentiel extraordinaire qu'on a entre les mains. Et en faisant nos comptes, en regardant très bien, on s'est rendu compte qu'en France on avait d'énormes atouts avec les triptyques CIR, PIA investissements d'avenir, et ligne pilote, et le fait de pouvoir travailler au sein du CEA et de la SEM MINATEC, ce qui limite en fait nos investissements en fonds propres et permet de mettre l'argent vraiment là où est la recherche pour avancer. Donc on a limité notre CAPEX et notre investissement est vraiment dans la recherche, dans le développement et pour la production de nos produits.

Jean THERME : Est-ce que vous avez eu des investisseurs privés qui sont venus s'ajouter à ces fonds publics ?

Philippe GILET : Oui, on a quatre investisseurs privés : bien sûr, il y a le CEA par sa branche CEAL qui nous a suivis au démarrage et ensuite on a deux gros fonds français, SOFINNOVA et DEMETER TECHNOLOGIES, et on a réussi aussi à convaincre un investisseur de la côte Est américaine, BRIMES ENERGY, qui a investi dans notre technologie.

Jean THERME : Vous êtes restés majoritaires au niveau du capital de l'entreprise ?

Philippe GILET : Alors non, on n'a pas pu rester majoritaire parce que les sommes investies étaient énormes, par contre l'investissement français reste majoritaire dans mon entreprise.

LE PRESIDENT : Tout d'abord, je voudrais remercier monsieur FERRARI et tout le personnel de son entreprise pour l'exceptionnelle qualité de leur production et pour la réussite à l'exportation de cette belle entreprise française.

Je voudrais remercier les élus qui m'ont accompagné et accueilli ici sur ce département et cette région et je voulais aussi souligner le rôle de CEA TECH parce que dans ce département, et maintenant dans toute la France, il y a une diffusion de l'innovation grâce à cette intervention. Et vous l'avez parfaitement relevé, des capitaux sont nécessaires à un moment du développement de l'entreprise. Et le risque -qui n'est pas qu'un risque, qui est une réalité-, c'est que des entreprises très innovantes, avec des créateurs qui ont réussi une prouesse technologique, que ces entreprises ne restent pas en France ou soient captées par des capitaux étrangers.

ces entreprises ne restent pas en France ou soient captées par des capitaux étrangers.

Donc nous devons trouver des réponses et des instruments adaptés, sinon les crédits impôt recherche peuvent être également utilisés et ensuite pour leur réussite, valorisés ailleurs. Et on perd emplois, innovation et créateurs.

Nous avons donc mis en place tout un réseau avec le PIA. Le PIA, c'est le grand emprunt et j'annonce ici qu'il y aura une troisième levée de grand emprunt pour que nous puissions avoir justement cette capacité de poursuivre au-delà de 2017 ce que nous avons déjà engagé depuis plusieurs années.

Et puis vous avez évoqué le crédit impôt recherche qui vient apporter une sécurité dans le temps puisque ce sont des fonds qui vont pouvoir être délivrés au fur et à mesure des innovations, et enfin d'avoir des sociétés financières d'innovations comme SOFINNOVA ou la Banque Publique d'Investissement dont nous avons demandé qu'elle puisse également se porter sur la prise de participation parce qu'à ce niveau là de développement, c'est ce qui est demandé par les créateurs.

Je crois que nous avons mis en place une panoplie et votre exemple montre qu'elle peut être utilisée pour garder les emplois, pour garder la technologie, pour garder le contrôle de l'entreprise qui est promise là encore à un très grand développement - enfin je vous le souhaite.

Jean THERME : Alors, Odile ALLARD de la société FLUOPTICS, Monsieur le Président de la République vous a posé une question tout à l'heure, en vous disant : « mais vous avez mis beaucoup de vos appareils dans des hôpitaux étrangers et finalement peu dans les hôpitaux français ». Alors je crois que les choses vont changer parce que de nouveaux dispositifs sont en place maintenant qui vont favoriser le fait que ceux qui travaillent sur les dispositifs médicaux en France puissent les faire valider dans les hôpitaux du pays de manière à toujours garder une longueur d'avance sur le plan technologique. Je crois que vous avez la réponse, non ?

Odile ALLARD : Oui. Alors je voulais souligner moi aujourd'hui l'initiative du ministère de la Santé sur le forfait innovation qui est en cours de mise en œuvre ainsi que les 2 % de dépenses que doivent réaliser les hôpitaux français dans l'innovation également. Parce que pour moi c'est un cercle vertueux à deux titres : le premier, c'est de permettre aux hôpitaux français d'accéder, de faciliter leur accès à l'innovation, et le second c'est de permettre à des start-up comme les nôtres de pouvoir réaliser une partie de leur chiffre d'affaires en France, parce qu'aujourd'hui ce n'est pas une tâche facile.

Et effectivement, une petite entreprise comme la nôtre, qui démarre ses ventes seulement depuis une année puisqu'on a obtenu les certifications, ça prend du temps, après les développements du produit. On se doit, pour réussir à développer ce chiffre d'affaires et asseoir une certaine crédibilité, d'abord de partir à l'international, avant de réussir en France, bien qu'on prête nos machines en France, qu'on a des cliniciens qui nous suivent en France, on est vraiment soutenu par les cliniciens, mais dégager les budgets, au niveau des hôpitaux pour acheter de l'innovation dans les toutes petites entreprises, c'était complexe jusqu'à présent.

Donc je pense que ces deux mesures sont un véritable coup de pouce, et qu'il faut poursuivre en ce sens.

LE PRESIDENT : Merci pour ce témoignage, je vous avais posé la question parce que je sais qu'il y a des grandes innovations en matière de technologies médicales dont nous n'avons pas l'application en France pour deux raisons. La première, ce sont les délais particulièrement longs d'homologation, de certification, d'agrément, alors que sur d'autres marchés, parce que c'est un marché aussi que celui de la santé, il y a une plus grande réactivité, rapidité, certains diront moins de contrôles, mais c'est ainsi. Ce qui fait que les entreprises françaises sont amenées à aller -c'est plutôt bien- vers les marchés extérieurs pour revenir après en France pour justifier d'une homologation qui tarde trop souvent. Donc j'ai demandé -et la ministre de la Santé y a veillé- à ce qu'on réduise les délais.

Deuxième raison qui expliquait notre difficulté à utiliser au mieux nos créations et nos innovations, c'était que les hôpitaux français qui sont, on le sait, sous contrainte budgétaire sérieuse, n'étaient pas incités à acheter de la technologie médicale et là, on a fait en sorte qu'il puisse y avoir sur leur budget des fonds qui soient dédiés à l'achat de technologies, j'allais dire,

françaises comme étrangères, à nous d'être les meilleurs.

Mais on s'aperçoit, -et c'est pour ça que, souvent, les contraintes budgétaires doivent être pensées dans une dynamique-, grâce aux innovations, que grâce à la technologie, on va économiser beaucoup dans la dépense médicale, et vous en avez fait la démonstration. Si on arrive à prévenir la dégradation d'une maladie, si on arrive à opérer au mieux et à soigner sans risque de récurrence, c'est une économie pour le système de santé et une économie pour l'hôpital.

Odile ALLARD : C'est exact.

Jean THERME : Donc ULIS le groupe SOFRADIR- est le leader mondial dans le domaine de l'infrarouge refroidi et non refroidi. Ses matériels sont sur nos équipements de défense, nos fleurons des équipements de défense français. Ce sont des technologies très complexes, très difficiles à maîtriser, donc j'imagine que vous avez eu recours à des aides de l'Etat, d'une certaine manière, pour garder votre compétitivité, est-ce que vous pouvez en dire quelques mots ?

Jean-François DELEPAU : Oui, tout à fait. Effectivement, le financement public a été clef, puisque, vous avez vu, l'infrarouge, c'était une longue aventure, qui a démarré il y a quarante ans, et beaucoup de travaux pour mettre au point la technologie. Donc on parle de dizaines d'années. Et sur ces horizons de temps, aucun investisseur privé n'était intéressé, parce que le retour sur investissement est beaucoup trop long. Le financement public est donc vraiment clef, et s'est effectué via la DGA, via le CEA notamment. C'est en somme une belle réussite, c'est une filière, une vraie filière. En outre, pendant la vie de l'entreprise, vous avez vu que la part de la R&D est toujours essentielle pour se différencier des concurrents, pour gagner des parts de marché, et, in fine, créer des emplois, assumer une recherche et développement, qui est de l'ordre de 20% de notre chiffre d'affaires tous les ans, même en période de crise. Nous avons donc effectivement besoin de tous les outils, de la panoplie d'outils que nous avons évoqués ?le CIR, le PIA?, que nous utilisons régulièrement avec satisfaction.

LE PRESIDENT : La France est donc excellente ?elle l'a encore démontré à travers vous, et à travers les entreprises que nous avons visitées?, excellente pour la recherche et l'innovation. C'est dû à la qualité de notre système d'enseignement supérieur et de recherche. C'est également dû à des mécanismes de financement que nous avons introduits ?vous les avez cités, le Crédit Impôt Recherche notamment?, mais aussi grâce au rapprochement que nous avons voulu entre universités, recherche et entreprises : les pôles de compétitivité, les pôles d'excellence. Les régions ont d'ailleurs appuyé ce processus, et cela a été particulièrement bénéfique. Au début, il y en avait beaucoup, maintenant, il y en a moins, mais toujours avec une exigence de qualité. Là où cependant nous sommes moins bons, c'est pour assurer la diffusion de l'innovation et le développement des entreprises ?nous en avons parlé?. Nous avons eu des records encore cette année, deux records : l'un en matière de dépôts de brevets, ?la France est un des pays qui dépose le plus de brevets, et il s'agit vraiment d'un signe de créativité?, et la France est par ailleurs un pays qui a le plus de dynamique en matière de start-up. Ai-je besoin d'insister ? Toutefois, nous devons nous placer dans un développement pour trouver des financements, d'autant plus que la croissance revient. Nous en avons évoqué plusieurs. Parmi les financements, il y a la Banque Publique d'Investissement, qui a maintenant réussi à s'installer, reprenant d'ailleurs les activités qui étaient celles d'OSEO et d'autres acteurs, et qui travaille avec les régions. Nous voulons maintenant qu'elle soit encore davantage, à la fois sur l'exportation et sur l'innovation. D'ailleurs, il n'y a pas d'innovation sans qu'il y ait d'exportation, et il n'y a pas d'exportation, s'il n'y a pas d'innovation. Ainsi, nous avons besoin d'accompagner les entreprises dans cette capacité qui doit être donnée à l'excellence française, de pouvoir être meilleurs encore dans l'innovation et meilleurs encore dans l'exportation.

C'était aussi le rôle que je voulais assigner, mais il l'a anticipé, ?monsieur THERME, il anticipe, c'est son métier, c'est sa vocation, c'est son talent au CEA?, de pouvoir être à la disposition des entreprises françaises, de toutes les entreprises françaises, pas simplement de la région Rhône-Alpes et de l'Isère, de toutes les entreprises françaises, et ce sera bientôt le cas. Il ne manque que trois régions qui n'ont pas encore répondu, mais cela va être bientôt fait, pour apporter

justement ce que le CEA peut donner de mieux, c'est-à-dire ses recherches, au service de l'industrie.

Je termine sur ce qui est finalement le point commun de toutes vos activités : elles sont technologiques et elles sont mondiales. Ce qui m'a frappé, là encore, dans vos propres récits, c'est que vous êtes dans le monde, et que le monde voudrait être chez vous. C'est donc un double défi, c'est-à-dire que vous devez absolument être partout présent, pour faire la démonstration de votre supériorité technologique, et en même temps, vous pouvez être un moment capté, capturé, parce qu'il y a des prédateurs, qui ne sont pas forcément animés que de mauvaises intentions, mais qui veulent aussi acheter de la technologie.

Dès lors, nous devons vous défendre et nous défendre, mais pas en nous repliant, car qui pourrait imaginer que, en mettant des barbelés autour de nos frontières, en installant je ne sais quelles digues, nous pourrions nous protéger. La meilleure protection, c'est de vous donner des possibilités de créer, de vous développer, d'innover, de rechercher et d'exporter. J'évoquais la situation économique, elle est meilleure au plan européen et international, nous avons des paramètres qui d'ailleurs pour vous sont tout à fait valorisants, puisque grâce au niveau de l'euro, vous pouvez exporter encore davantage. C'est un gain en termes de compétitivité.

Par ailleurs, nous avons des taux d'intérêt qui sont particulièrement bas, et qui permettent à l'Etat, ?mais ça, c'est notre affaire?, et aux entreprises, ?surtout aux entreprises?, de pouvoir se financer à des coûts très faibles. Nous avons également cela ne rentre cependant pas forcément dans votre stratégie des prix du pétrole, donc des prix de l'énergie, bas. Nous ne devons en revanche pas penser qu'ils vont toujours rester bas.

Nous avons donc besoin de continuer, ce qui a été fait par l'entreprise FERRARI, à assurer la transition énergétique, les économies, et vous y travaillez finalement aussi tous dans vos technologies. J'ai constaté que pour le CEA Tech, il s'agissait d'un élément très important. La transition énergétique, la santé, le numérique ?vous avez illustré cela?, ce sont les trois priorités que j'ai données au plan industriel, avec l'usine du futur, parce que vous allez aussi, en même temps que vous vous développez, faire l'usine du futur, et d'une certaine façon, ici, nous sommes aussi dans une usine du futur.

Ainsi, ce déplacement que je voulais faire, c'était essentiellement pour montrer aux Français ce que peut être l'excellence de notre innovation, de notre recherche et de notre industrie. C'était pour montrer que nous sommes dans une phase de reprise qui peut être beaucoup plus rapide encore pour les entreprises technologiques, comme les vôtres. Vous avez tous créé des emplois, vous avez tous développé vos marchés à l'extérieur. C'était enfin pour montrer que nous sommes capables, en France, d'avoir un réseau qui associe les meilleurs chercheurs, qui associe les meilleurs industriels, et qui doit permettre d'avoir les meilleurs financements.

Je voulais donc vraiment saluer ici ce que vous faites, et vous remercier pour ce que vous donnez de fierté à l'entreprise France.